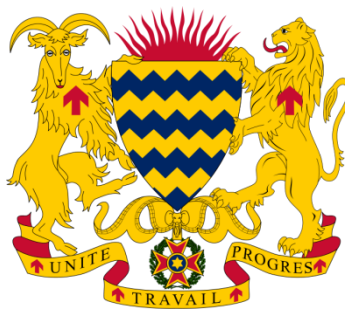




Tchad

Plan d'Action National de Renforcement des Capacités pour la Réduction des Risques de Catastrophes, la Préparation et la Réponse aux Urgences

2015-2020

Septembre 2015

Table des matières

ACRONYMES.....	3
Résumé exécutif	5
Introduction	9
Synthèse des résultats d'évaluation et des recommandations pour le renforcement des capacités en RRC et PRU .	11
Priorité 1 : Cadre institutionnel	11
Priorité 2 : Identification des risques et des catastrophes	13
Priorité 3 : Connaissances, innovations et éducation.....	14
Priorité 4 : Réduire les facteurs de risque	17
Priorité 5 : Préparation en prévision des catastrophes.....	18
Les priorités du Plan d'Action National de Réduction des Risques de Catastrophes	20
Plan d'Action National RRC: Matrice des Résultats et des Ressources	21

ACRONYMES

ANALA	Agence Nationale de Lutte Antiacridienne
BM	Banque Mondiale
CADRI	Capacity for Disaster Reduction Initiative
CASAGC	Comité d'Action pour la Sécurité Alimentaire et la Gestion des Catastrophe
CEEAC	Communauté Economique des Etats d'Afrique Centrale
CRA/CDA/CLA	Comité Régional/Départemental/Local d'Action
CRT	Croix Rouge Tchadienne
FAO	Food and Agriculture Organization
GIZ	Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (Coopération Allemande)
GRT	Groupe Restreint de Travail (sur la Réduction des Risques de Catastrophes)
MA	Ministère de l'Agriculture
MAT	Ministère de l'Administration du Territoire
MATUH	Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Habitat
ME	Ministère de l'Elevage
MEP	Ministère de l'Environnement et de la Pêche
MPCI	Ministère de la Planification et de la Coopération Internationale
OMS	Organisation Mondiale de la Santé
ONG	Organisation Non Gouvernementale
PAM	Programme Alimentaire Mondial
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PRU	Préparation à la Réponse aux Urgences
RRC	Réduction des Risques de Catastrophes
SISAAP	Système d'Information sur la Sécurité Alimentaire et d'Alerte Précoce

SPI	Services Pourvoyeurs d'Information
SNU	Système des Nations Unies
UE	Union Européenne
UNFPA	Fonds des Nations Unies pour la Population
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance

Résumé exécutif

Contexte

Le Tchad est un pays fortement exposé à différents types de risques de catastrophes. La dernière décennie a été particulièrement marquée par des chocs climatiques et hydrologiques de plus en plus récurrents et complexes. Les sécheresses et les inondations sont parmi les aléas les plus importants du pays et les conséquences de catastrophes qu'elles engendrent pèsent lourdement sur le développement socioéconomique du pays. A ce titre, il devient clair que l'Adaptation au Changement Climatique (ACC) est une préoccupation majeure du pays. Les scénarii laissent en effet à penser que les phénomènes climatiques extrêmes seront plus rapprochés dans le temps et plus intenses.

Outres ces aléas climatiques, le Tchad fait face également à de nombreux autres types de phénomènes qui sapent fortement les efforts de développement consentis par le gouvernement et ses partenaires: les risques liés à l'environnement, aux épidémies, à la menace acridienne ou encore aux incendies. C'est pourquoi il importe de mieux planifier à la fois la préparation et la réponse à court terme des catastrophes, tout comme la réduction des risques à long terme en agissant structurellement sur la vulnérabilité et l'exposition des populations. Il convient de noter que le Tchad est l'un des pays focus de l'initiative "Political Champion Group for Disaster Résilience"¹ et qu'à ce titre une attention particulière devrait lui être accordée dans ces efforts de renforcement des capacités pour mieux faire face à ces chocs.

C'est conscient des menaces que représentent ces aléas et tenant compte de son **ambition de faire du Tchad un pays émergent à l'horizon 2030**, que le Gouvernement du Tchad a déjà commencé à mener d'importantes réflexions pour prévenir et gérer efficacement ces phénomènes. Le présent travail s'inscrit en effet dans cette dynamique.

CADRI : descriptif de l'initiative et de son travail au Tchad

Le programme CADRI (Capacity for Disaster Reduction Initiative)² est une initiative inter-agence regroupant un certain nombre d'agences partenaires (PNUD, OCHA, UNICEF, PAM, OMS, FAO) et d'organisations observatrices (WMO, UNITAR, UNOPS, UNESCO, GFDRR, IFRC). Son objectif est de permettre aux Nations Unies et aux autres membres du système de la Stratégie Internationale pour la Prévention des Catastrophes (ISDR) d'appuyer les gouvernements dans leur effort visant à élaborer et mettre en œuvre un cadre cohérent pour le renforcement des capacités nationales en matière de Réduction des Risques de Catastrophe (RRC) et de Préparation et Réponse aux Urgences (PRU). Tout en s'appuyant sur le Cadre de Sendai pour la Réduction des Risques de Catastrophes (CSRRC), CADRI développe son travail en trois étapes :

¹ Il s'agit d'un groupe créé en 2012 et composé de représentants de haut rang des grandes institutions nationales et internationales (UN, BM, UE, DFID, USAID, etc.) et qui vise à tirer profit de leur forces politiques collectives pour attirer l'attention et mobiliser les ressources en vue de renforcer la résilience face aux chocs dans les pays à risque

² www.cadri.net

1. Entreprendre une évaluation des capacités de RRC sous la direction du gouvernement du pays concerné et de l'équipe pays des Nations Unies à travers un processus multipartite associant les différentes partie-prenantes concernées.
2. Appuyer l'action du gouvernement et de l'équipe pays des Nations Unies visant à l'élaboration d'un Plan d'action national pour le renforcement des capacités en matière de RRC.
3. Fournir l'assistance technique nécessaire à la mise en œuvre des activités de renforcement des capacités prévues dans le Plan d'action national et en assurer le suivi.

Au Tchad, son soutien a débuté en fin de l'année 2013. La première étape (évaluation des capacités nationale) a fait l'objet des deux (2) premières missions et l'écriture d'un rapport. Ces missions ont également permis la facilitation d'ateliers de discussions autour du rapport avec l'ensemble des structures nationales impliquées et d'un second d'atelier de deux jours de formation en RRC. C'est à partir de novembre 2014 que l'initiative CADRI a commencé son travail d'appui pour l'élaboration d'un Plan d'action de renforcement des capacités en Réduction des Risques de Catastrophes (RRC), en étroite collaboration avec l'équipe pays des Nations Unies et des différents acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux.

Le Groupe de Travail Restreint en RRC

Il est important de souligner la mise en place dès novembre 2014 d'un **Groupe de Travail Restreint sur la RRC au Tchad**. Coordonné par des représentants du Ministère de l'Administration du Territoire et du Ministère de la Planification et de la Coopération Internationale avec l'appui technique du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), ce groupe de travail réuni l'ensemble des ministères et services techniques concernés (agriculture, environnement, météorologie, éducation, santé, finance...) ainsi que leurs partenaires (agences du SNU, ONG, Croix Rouge, Université Ndjama, Mairie, ...). Cette structure a suivi et enrichi considérablement ce document.

Ce groupe de travail, première base d'une plateforme nationale plus formelle, a vocation à poursuivre son appui et ses réflexions pour accompagner la coordination de la mise en œuvre du plan d'action national. A ce titre, il est important de formaliser son existence et de fixer clairement ses objectifs en fonction du Plan d'action national de renforcement des capacités en RRC.

Cadre de Sendai pour la Réduction des Risques de Catastrophes (CSRR)

En mars 2015 a eu lieu la Conférence Mondiale sur la Réduction des Risques de Catastrophes à Sendai au Japon. Lors de cet événement, un nouveau cadre d'action a été approuvé et signé par l'ensemble des pays membres des Nations Unies qui avait déjà passé plus d'un an à en discuter les modalités. Ce cadre se compose de quatre (4) priorités :

1. Comprendre les risques de catastrophe : identification, évaluation et analyse des risques, éducation, recherche et sensibilisation.
2. Renforcer la gouvernance et les institutions pour gérer les risques de catastrophe : cadres législatifs, politiques, stratégiques sur la RRC.
3. Investir dans la RRC à des fins de résilience : intégration de la RRC dans l'ensemble des secteurs concernés et prise en compte des risques sous-jacents.
4. Renforcer la préparation aux catastrophes pour intervenir de manière efficace et pour « reconstruire en mieux » durant la phase de relèvement, de remise en état et de reconstruction.

L'ensemble de ce travail au Tchad est organisé sur la base de ce cadre.

Plan d'action national de renforcement des capacités en RRC et PRU

Ce document consiste en un cadre logique et cohérent de gestion des risques et des catastrophes, axé sur les quatre (4) priorités du Cadre de Sendai pour la Réduction des Risques de Catastrophes (CSRRRC). Les résultats y sont divisés en plusieurs activités. Il y est identifié une ou plusieurs structure(s) nationale(s) responsable(s) pour chaque activité, des partenaires s'engageant à les soutenir pour atteindre les objectifs, un chronogramme sur cinq (5) ans et une budgétisation.

Deux types d'activités se dégagent :

Des activités exclusivement de RRC qui constituent des préalables indispensables à toute gestion cohérente et efficace de ces phénomènes.

Des activités sectorielles qui reposent et s'articulent surtout sur les planifications des ministères responsables (agriculture, élevage, environnement, intérieur, aménagement du territoire...). Il s'agit dans ce cas d'apporter un appui à ces structures pour atteindre leurs objectifs et accomplir leurs missions.

Axes Prioritaires d'intervention issus de la Retraite de Bakara

A l'issue de la retraite qui a réuni une quarantaine des participants, les axes prioritaires ont été identifiés et adoptés. Il s'agit des actions jugées cruciales pour assurer une réelle mise en œuvre et coordination efficace du Plan d'action national RRC. Elles se déclinent comme suit :

- Validation Politique du Plan d'action national pour le renforcement de la RRC (PAN-RRC)
- Mise en place d'une structure nationale chargée de la coordination et du suivi de la mise en œuvre du PAN-RRC
- Définition de mécanismes et méthodologies de collecte, traitement et diffusion de l'information liée aux risques des catastrophes.
- Réalisation d'une Analyse de Situation Pays (ASP) pour connaître la teneur et le type d'information disponible dans le pays pour faire une évaluation des risques qui sera actualisée régulièrement ;
- Organisation d'une Table ronde en vue de mobiliser les ressources nécessaires pour la mise en œuvre du PAN-RRC

- Formalisation du groupe restreint de travail RRC
- Revue et analyse des textes juridique et réglementaire et élaboration d'une Loi d'orientation sur la RRC
- Information, sensibilisation à tous les niveaux pour assurer une mobilisation de tous les acteurs
- Mise en place d'un groupe des parlementaires pour favoriser la promotion et l'intégration de la RRC dans les programmes et stratégies

Recommandations principales issues de la Retraite de Bakara 09-10 Septembre 2015

- Accélérer le processus d'adoption au plus haut niveau du Plan d'action pour le renforcement des capacités en RRC et procéder, dans les meilleurs délais, à la mise en place de la structure chargée de la coordination en matière de RRC ;
- En articulation avec la première recommandation, engager le travail d'élaboration d'une loi d'orientation nationale sur la RRC (revue juridique, sensibilisation parlementaire, rédaction de la loi...) ;
- Mobiliser les ressources pour la mise en oeuvre du Plan d'action pour le renforcement des capacités en RRC ;
- Formaliser le Groupe de Travail Restreint sur la RRC ;
- Réaliser une analyse intégrée des risques de catastrophes : identifier et cartographier les aléas, expositions et vulnérabilités, les communautés les plus affectées, définir les actions prioritaires, zones de convergence, etc.;
- Organiser un séminaire gouvernemental et parlementaire sur la Réduction des Risques de Catastrophes ;
- Accélérer le processus de finalisation et de validation du Plan ORSEC compte tenu de son importance dans la préparation et la gestion des catastrophes ;
- Clarifier les cadres et les rôles et responsabilités en matière de Préparation et Réponse aux Urgences (structure nationale en charge de la coordination, organigramme de réponse...)

Coût du Plan d'action national pour le Renforcement de la RRC et de la PRU

Le cout total du PAN-RRC est estimé à un peu plus de Douze Milliards de FCFA (**12.345.285.100 FCFA, soit environ 24, 690,570 USD**)

Introduction

Le Tchad est un pays sahélien fortement exposé à différents types de risques de catastrophes. La dernière décennie a été particulièrement marquée par des chocs climatiques et hydrologiques de plus en plus récurrents et complexes. Les sécheresses et les inondations sont parmi les aléas les plus importants du pays et les conséquences de catastrophes qu'elles engendrent (insécurité alimentaire, malnutrition, exode rural, fragilisation économique tant des communautés que des institutions...) sont énormes. A ce titre, il devient clair que l'Adaptation au Changement Climatique (ACC) est une préoccupation majeure du pays. Les scénarii laissent en effet à penser que les phénomènes climatiques extrêmes seront plus rapprochés dans le temps et plus intenses.

Outres ces aléas climatiques, le Tchad fait face également à de nombreux autres types de phénomènes qui sapent fortement les efforts de développement consentis par le gouvernement et ses partenaires: les risques liés à l'environnement, aux épidémies, à la menace acridienne ou encore aux incendies. C'est pourquoi il importe de mieux planifier à la fois la préparation et la réponse à court terme des catastrophes, tout comme la réduction des risques à long terme en agissant structurellement sur la vulnérabilité et l'exposition des populations. Il convient de noter que le Tchad est l'un des pays focus de l'initiative *"Political Champion Group for Disaster Résilience"*³ et qu'à ce titre une attention particulière devrait lui être accordée dans ces efforts de renforcement des capacités pour mieux faire face à ces chocs.

Conscient donc des menaces que représentent ces aléas et tenant compte de son ambition de faire du **Tchad un pays émergent à l'horizon 2030**, le Gouvernement du Tchad a déjà commencé à mener d'importantes réflexions pour prévenir et gérer efficacement ces phénomènes. Le présent travail s'inscrit en effet dans cette dynamique. C'est en fin 2013 que le Gouvernement du Tchad a débuté, avec le soutien technique du Système des Nations Unies (SNU), un processus de renforcement des capacités en la matière. Ce processus a comporté deux grandes étapes :

- L'évaluation des capacités nationales en Réduction des Risques de Catastrophes (RRC) et Préparation et Réponse aux Urgences (PRU) assortie d'un rapport qui est disponible.
- L'élaboration d'un Plan d'action national de renforcement des capacités en RRC et PRU.

Aussi, d'autres acteurs clés comme la Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale (CEEAC) apportent un appui complémentaire dans le renforcement des capacités RRC notamment avec des formations adaptées et le soutien au mécanisme de coordination. Le Plan d'action national que constitue le présent document se veut un cadre inclusif, cohérent et général de gestion des risques et des catastrophes. Il met en lumière les principales activités nécessaires pour que le Tchad puisse se préparer et répondre de manière efficace aux catastrophes, mais aussi sur le long terme, pour que le pays mette en place des mesures œuvrant pour une meilleure prise en compte de ces phénomènes dans son développement. Il constitue ainsi un outil de clarification et de visibilité quant

³ Il s'agit d'un groupe créé en 2012 et composé de représentants de haut rang des grandes institutions nationales et internationales (UN, BM, UE, DFID, USAID, etc.) et qui vise à tirer profit de leur forces politiques collectives pour attirer l'attention et mobiliser les ressources en vue de renforcer la résilience face aux chocs dans les pays à risque

aux activités et aux structures nationales en charge de la mise en œuvre de chaque composante. Les partenaires y sont aussi identifiés pour l'appui qu'ils apportent déjà et qu'ils continueront à apporter.

Basé sur les recommandations du rapport d'évaluation des capacités, ce plan d'action s'organise autour **des quatre (4) priorités du Cadre d'Action de Sendai pour la Réduction des Risques de Catastrophes (CAS/RRC) adopté le 18 mars 2015 et se compose d'un certain nombre de résultats et d'activités**. Les responsabilités sont proposées (structures nationales) et les partenaires clés sont identifiés pour chaque activité. Ce plan a été élaboré pour six (6) ans (2015-2020) pour être en phase avec le Plan quinquennal de développement 2016-2020 et la Vision 2030 du Tchad. Chaque activité est budgétisée et, lorsque cela s'avère possible, est articulée avec les planifications nationales et sectorielles existantes.

L'élaboration de ce Plan d'Action National s'est effectuée dans une période particulière de transition. En effet, avec la Conférence Mondiale sur la Réduction des Risques de Catastrophes de Sendai (14-18 mars 2015), un nouveau cadre d'action a été adopté dans lequel se dégagent quatre (4) piliers. Or, l'évaluation des capacités a été faite en 2014, sur la base des cinq (5) piliers du précédent cadre d'action, celui de Hyōgo. Ceci explique la différence d'organisation entre la synthèse des résultats de l'évaluation des capacités et le plan d'action en lui-même. Même si de nombreuses différences seraient à relever dans une analyse plus complète, pour mieux comprendre les liens entre les deux cadres d'action il convient de souligner deux relations générales essentielles :

- Le pilier 1 de l'ancien Cadre d'Action de Hyōgo (CAH) sur les cadres normatifs, institutionnels et stratégiques devient le deuxième pilier du Cadre d'Action de Sendai (CAS).
- Les anciens piliers 2 et 3 du CAH (évaluation des risques, gestion de l'information et éducation et sensibilisation), se rejoignent pour leur part dans le premier pilier du CAS. Les piliers 3 et 4 du CAS tournent autour des mêmes problématiques que les piliers 4 et 5 du CAH (mainstreaming et prise en compte des risques sous-jacent dans une démarche de résilience ; et la préparation et la réponse aux urgences).

Enfin, et pour en revenir au Tchad, il est important de terminer cette courte introduction en mettant en évidence la mise en place du groupe restreint de travail sur la RRC en novembre 2014. Ce cadre de concertation réunit les principales instances nationales et leurs partenaires afin de coordonner l'élaboration de ce plan d'action national et suivre sa mise en œuvre mais aussi soutenir le mécanisme de coordination et de dialogue entre les acteurs RRC. Il est important de noter que ce groupe est intérimaire et que de ce fait il est appelé à s'intégrer dans la Plateforme nationale sur la RRC aussitôt qu'elle est officiellement créée et installée.

Synthèse des résultats d'évaluation et des recommandations pour le renforcement des capacités en RRC et PRU

Priorité 1 : Cadre institutionnel

Veiller à ce que la réduction des risques de catastrophe soit une priorité nationale et locale et à ce qu'il existe, pour mener à bien les activités correspondantes, un cadre institutionnel solide.

1. Capacités existantes

- Il existe une législation concernant la DPC et l'organisation des secours d'urgence.
- La RRC concerne les axes 2, 3 et 7 des 8 principaux axes du Plan National intérimaire de Développement (2013-2015).
- Le Tchad est entré en 2015 dans le processus d'évaluation de son Plan National de Développement (PND). En outre, il a lancé l'élaboration de l'Etude Nationale Prospective « Vision 2030 le Tchad que nous voulons » qui sera décliné en Plan Quinquennal (2016-2020) en vue d'éviter le vide programmatique après le PND qui arrive à son terme cette année. Cela constitue une opportunité pour une meilleure prise en compte de la RRC dans les exercices en cours.
- Il existe des stratégies et des planifications sectorielles qui contribuent à la RRC.
- Le SNU dispose d'un Cadre intérimaire d'assistance au développement 2012-2015 et entame le processus d'élaboration de l'UNDAF.
- Il y a de plus en plus d'acteurs humanitaires et de développement qui se tournent vers la RRC.
- Il existe depuis novembre 2014 un groupe restreint de travail sur la RRC réunissant la plupart des structures participant à la gestion des risques et des catastrophes.

2. Défis et lacunes

- Le Tchad n'a pas de base juridique solide en matière de RRC. Une loi d'orientation nationale sur le sujet permettrait de poser les rôles et les responsabilités, les cadres et l'organisation de la gestion de ces phénomènes ainsi que leur importance dans le développement du pays.
- Il n'y a pas encore de structure centrale forte, capable de coordonner avec l'ensemble des ministères sectoriels l'action du Gouvernement en matière de RRC.
- Il n'existe pas encore de stratégie nationale pour la RRC.

- On observe généralement un manque de maîtrise des concepts de RRC.
- On n'a pas encore une idée précise de la hauteur des efforts déjà faits par le Gouvernement en matière de RRC parce que nombre d'actions sectorielles participant à la réduction des risques ne sont pas nommées comme telle.
- Les structures gouvernementales fonctionnent encore trop en mode d'urgence, c'est-à-dire en répondant aux catastrophes et non en planifiant une gestion des risques sur le long terme bénéficiant au développement.
- Le Tchad manque de spécialistes nationaux de haut niveau capables de travailler à améliorer les cadres de gestion des risques et des catastrophes.

3. Recommandations

- **Effectuer des séances de sensibilisation sur la RRC** au plus haut niveau de l'Etat, en y incluant les parlementaires, les préfets et les maires, afin de les sensibiliser sur la nécessité d'investir dans la RRC.
- En parallèle, effectuer un **inventaire complet de toutes les lois sectorielles** afin de les renforcer/actualiser sur les aspects de RRC y compris la PRU. Ceci peut se faire à travers un appui et la formation à/de certains juristes au niveau national.
- **Etablir un cadre législatif national spécifique à la RRC et à la gestion des catastrophes y compris la préparation et la réponse aux urgences** qui permettrait dans le même temps de bien définir les rôles des différentes institutions nationales.
- **Pour plus d'efficacité dans la coordination et dans le souci d'avoir un leadership fort**, créer une unité/entité nationale responsable de la coordination de la RRC placée au sein de la Primature ou du Ministère du Plan. Il serait souhaitable en outre d'avoir un point focal dans ce domaine à l'intérieur de l'unité de planification de chaque ministère.
- **Mettre en place la plateforme nationale pour la RRC** et assurer une formation à ses membres sur le rôle et les responsabilités d'une telle structure.
- **Soutenir activement les différents ministères dans l'élaboration du futur plan de développement 2016-2020** en collaboration avec le Ministère de la Planification et du Ministère des Finances, afin de s'assurer d'une meilleure intégration des aspects de RRC.
- Elaborer une **politique, une stratégie et un plan d'action national pour la RRC**. Le plan d'action national servira de base de travail pour la plateforme nationale. Il devra refléter les différentes activités des ministères, agences du SNU et autres acteurs dans le pays afin d'assurer une meilleure coordination et utilisation des ressources.
- S'assurer d'une intégration efficace de la RRC et de l'ACC dans le nouvel **UNDAF 2015-2020**.

- **Evaluer le niveau actuel de contribution du budget national aux activités de RRC** dans divers secteurs et s'assurer d'un financement adéquat et systématique au budget national pour la RRC dans la future stratégie 2016-2020.

Priorité 2 : Identification des risques et des catastrophes

Mettre en évidence, évaluer et surveiller les risques de catastrophe et renforcer les systèmes d'alerte rapide.

1. Capacités existantes

- Il existe des structures techniques qui produisent de l'information utile pour l'analyse des risques, et parfois de manière intersectorielle (par exemple le SISAAP).
- Il y a un soutien international sur la question à travers les Nations Unies, les Organisations Internationales, le mouvement de la croix rouge et du croissant rouge, etc.
- Il existe des études qui portent déjà sur l'exposition aux aléas et certains aspects de la vulnérabilité.
- Au niveau local, il existe certaines capacités sur la collecte d'information dans certains Comités Régionaux ou Locaux d'Actions (CRA et CLA).
- Il existe des initiatives intéressantes en cours au niveau local appuyées par certains partenaires.
- Des systèmes d'alerte précoce sectoriels se mettent en place tels le SISAAP.

2. Défis et lacunes

- Comme dans la priorité 1, on observe souvent un manque de maîtrise des concepts de RRC et surtout de la transversalité de ce domaine.
- Il n'existe pas de structure centrale de gestion de l'information sur les risques, capable de centraliser les données utiles et de les traiter pour une analyse complète de ces phénomènes. A ce titre, il n'existe pas de SAP capable d'aider à la décision en matière de risque sur le long terme et le développement.
- Les structures gouvernementales n'ont pas encore un accès facile aux études, recherches ou tout autre document concernant les risques d'une manière générale (concepts, définition, cadres internationaux...) comme plus spécifique (études au Tchad ou dans d'autres pays).
- Même s'il existe des structures produisant une information de qualité, on observe souvent une dispersion et un difficile partage de ces données.

- En lien avec le point précédent, il manque un catalogue de métadonnées qui permettrait de situer l'information utile pour l'analyse des risques, sa teneur et la régularité de son actualisation.

3. Recommandations

- Définir clairement, dans la nouvelle **législation nationale en RRC**, les rôles et responsabilités des différents intervenants, le mécanisme de coordination, et la méthodologie afin de pouvoir régulièrement effectuer des **évaluations de risques**.
- Recenser les instances qui doivent générer de l'information sur le risque et **former les techniciens** sur une méthodologie d'identification des risques.
- Renforcer la **collaboration entre les différents secteurs techniques** en initiant un mécanisme de concertation. Ce dernier constituerait un forum d'échanges permettant à chacun d'informer et de se tenir informé sur les données existantes et leur localisation. Le **GTP** est dans ce sens, un premier bon acquis sur lequel on peut bâtir. Il s'agit de le soutenir afin d'assurer une meilleure diffusion des informations sur l'alerte précoce dans le pays surtout en saison des pluies.
- Développer une **bibliothèque nationale virtuelle et physique**, pour y cataloguer et y centraliser toutes les évaluations de risques et l'information relative à ces phénomènes. Ceci constitue généralement la première étape dans le développement des données nationales et d'un règlement relatif au partage de l'information. Cela ouvre généralement sur la création d'un système intégré d'information sur les risques de catastrophes naturelles au niveau national.
- **Effectuer une évaluation des risques** (au moins sur les inondations) et produire le «Profil de risques du Tchad». Ceci devrait être précédé d'un état des lieux en matière d'information sur le risque (Country Situation Analysis) basé sur la méthode Sierra. Cette évaluation devrait soutenir les autorités dans la planification de la vision 2030.
- Mettre en place un **Observatoire National sur les Risques** pour le Tchad qui centralisera l'information transmise par les différentes institutions techniques du pays. Une telle information devrait servir/soutenir régulièrement le processus de planification au niveau national.

Priorité 3 : Connaissances, innovations et éducation

Utiliser les connaissances, les innovations et l'éducation pour instaurer une culture de la sécurité et de la résilience à tous les niveaux.

1. Capacités existantes

- Le Ministère de l'Education est très conscient de l'importance de la question, à la fois dans tout ce qui concerne la sensibilisation des élèves, mais aussi sur l'impact des aléas sur les infrastructures d'éducation.

- Les autorités sont ouvertes à des propositions pour ouvrir la formation des professeurs à la RRC.
- Le département de géographie de l'Université de N'Djamena a mis en place cette année un Master en développement rural et aménagement du territoire et est ouvert pour y inclure des formations sur les risques et les catastrophes.
- Il y a de nombreux spécialistes de ces questions au Tchad capables de mener ces interventions.
- On note certaines recherches scientifiques sur le sujet.
- Des « cafés de presse » réunissant des spécialistes pour des discussions sur les risques ont déjà eu lieu.

2. Défis et lacunes

- Même si le Ministère de l'Education a déjà commencé à travailler sur le sujet avec le soutien d'UNICEF, il manque encore une généralisation de la sensibilisation sur les risques et les catastrophes dans les écoles primaires et secondaires.
- La thématique des risques est encore trop peu prise en compte dans les formations de haut niveau.
- Il n'y a pas encore de formation de haut niveau formant spécifiquement sur la RRC.
- La population n'est pas assez sensibilisée sur la thématique.
- Malgré une place de plus en plus importante des médias nationaux, les journalistes ne disposent pas encore des clefs pour traiter l'information sur les risques.

3. Recommandations

- **Introduire la problématique RRC dans les curricula scolaire adaptée à chaque niveau, primaire et secondaire**, notamment dans le cadre des cours de géographie, biologie ou sciences de l'environnement, y compris le développement des documents et matériels d'appui à la formation scolaire (manuels didactiques, jeux, etc.) et la formation des enseignants, avec l'appui de l'UNICEF, de l'UNESCO et d'autres partenaires du domaine.
- **Réviser le contenu du Master en Sciences Sociales ou de l'Environnement** pour assurer l'inclusion de questions liées à la réduction des risques des catastrophes, y compris des risques climatiques.

- **Mettre en place un groupe de travail d'information et de communication pour la prévention des risques et la gestion des catastrophes** au sein de la Plateforme Nationale et la mise en place d'un programme de travail annuel (qui comprendra des activités telles que celles recommandés par la suite).
- **Mettre en place un programme de formation professionnelle (continue) étalé sur plusieurs années et organisée par la Plateforme Nationale**, ciblant les hautes autorités nationales, les parlementaires, les cadres de la Protection Civile, la Police et des professionnels au sein des divers ministères (membres de la Plateforme Nationale et autres cadres).
- **Organiser des formations, et des formations de formateurs, en RRC pour les membres de la Plateforme Nationale** et assurer l'accès des membres de la Plateforme Nationale aux opportunités de formation au niveau régional (par exemple organisées par la CEEAC, et autres partenaires à la coopération internationale).
- **Mettre en place un programme d'information et d'éducation sur la RRC en direction du grand public et géré par la Plateforme Nationale.** Le Programme comprendra la célébration de la Journée Internationale de la RRC chaque mois d'octobre au niveau national et provincial, ainsi que des programmes de sensibilisation communautaire sur des thématiques spécifiques en collaboration avec les ONG et les Bureaux de la Croix Rouge. Identifier des personnalités nationales influentes qui seraient des champions/ ambassadeurs de la cause RRC et qui pourraient soutenir les campagnes de sensibilisation. Des guides sur l'organisation de la Journée Internationale de la RRC existent et sont disponibles auprès de l'UNISDR.
- **Assurer la participation de la ville de Ndjamena à la campagne internationale sur « Les villes sûres »** initiée à l'échelle mondiale par UNISDR.
- **Produire des outils de communication et de sensibilisation** (audiovisuels, écrits) et la diffusion des **programmes de sensibilisation des communautés** (programmes radio, théâtres). Il sera important d'intégrer des éléments de RRC aussi dans la communication envers des catégories de populations qui présentent des vulnérabilités différentes selon la culture, le genre, la condition physique et d'autres facteurs qui renforcent ou affaiblissent les capacités de résilience aux catastrophes. Il est important de prendre en compte que les femmes et les hommes accèdent différemment à l'information dans les situations de catastrophes. Dans le même ordre d'idées, les personnes âgées, les handicapés, les enfants et les autres groupes défavorisés sur le plan socio-culturel sont souvent plus vulnérables. Ces groupes de populations devront dès lors être plus particulièrement pris en compte dans les programmes.
- **Renforcement des capacités des journalistes** à travers des sessions de sensibilisation et de formations menées à travers la Plateforme Nationale.
- **Renforcement des capacités des ONG nationales** à travers des sessions de sensibilisation et de formations menées au sein de la Plateforme Nationale.

Priorité 4 : Réduire les facteurs de risque

Réduire les facteurs de risque sous-jacents.

1. Capacités existantes

- Il y a une prise en compte de plus en plus forte des questions environnementales en raison des accidents dans le secteur pétrolier.
- Il y a beaucoup d'activités et de projets sur la sécurité alimentaire qui contribuent à la RRC.
- Il existe une plateforme multisectorielle réunissant tous les acteurs concernés par la sécurité alimentaire et présidée par le Ministre de l'Agriculture et de l'Environnement : le CASAGC. Il importe de souligner que le secrétariat en est assuré par le SISAAP.
- Beaucoup d'activités ad-hoc des ministères contribuent déjà à la RRC.
- Il existe des unités de planification dans l'ensemble des ministères et le Ministère du Plan et de la Coopération Internationale dispose de compétences.
- Au niveau de la planification territoriale et urbaine, on observe une bonne prise de conscience des risques d'origine naturelle au niveau des autorités locales, régionales et nationales.

2. Défis et lacunes

- Les risques sont encore trop peu spécifiquement pris en considération par les ministères sectoriels.
- La bonne prise en compte transversale de la RRC dans le prochain PND (2016-2020) et la Vision Tchad 2020-2030, représente l'un des défis majeurs actuellement.
- Il n'y a pas encore de stratégie ou politique nationale sur la protection de l'environnement.
- Les autorités responsables de l'aménagement et du développement des territoires (Ministère de l'aménagement du territoire et autorités locales) ne disposent pas d'outil d'aide à la décision prenant en considération les risques.
- Ces mêmes autorités responsables de l'aménagement du territoire manquent de moyens pour faire leur travail et notamment faire respecter les lois et empêcher l'installation de familles sur des zones exposées aux risques.
- Il n'y a pas ou peu d'articulation entre les planifications de gestion de risques sectoriels (épidémie, environnement, insécurité alimentaire...).

3. Recommandations

- **Entreprendre une revue des programmes et plans d'action de développement sectoriels du PNDS 2013-2015 et autres plans nationaux** afin d'identifier les activités qui contribuent à la réduction des risques de catastrophes et d'en faire le suivi à travers le plan national en RRC. Ce travail doit inclure des analyses d'impacts économiques des catastrophes et des effets des changements climatiques sur les différents secteurs.
- **Renforcer la capacité des institutions nationales en planification à travers la mise en place d'un programme de formation, et le développement d'outils méthodologiques dans le domaine de la RRC**, y compris dans la prise en compte des risques associées à la variabilité et au changement climatique dans les programmes et plans d'action de développement sectoriels. La démarche à adopter doit englober tous les niveaux de l'administration et doit permettre de mobiliser les acteurs clés et d'améliorer la coordination.
- En collaboration avec le Ministère du Plan, accompagner techniquement les différentes unités de planification des ministères à **intégrer la RRC dans leurs domaines spécifiques**. Il s'agit de contribuer efficacement à réduire les facteurs sous-jacents des risques à travers le futur plan de développement 2016-2020.
- Etablir une stratégie et un plan national pour la protection de **l'environnement** et s'assurer qu'il existe une synergie avec les plans nationaux pour la RRC et l'ACC.
- Renforcer les capacités techniques/matériels des Directions de **l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme**, et renforcer leurs rôles en matière de coordination afin que les futurs investissements en infrastructure au Tchad tiennent compte des risques que posent certains aléas tels que les inondations. Ces institutions devraient aussi mener des campagnes de sensibilisations sur les pratiques à risques.
- Mettre en place des projets d'aménagement des cours d'eau dans les zones sensibles aux inondations.

Priorité 5 : Préparation en prévision des catastrophes

Renforcer la préparation en prévision des catastrophes afin de pouvoir intervenir plus efficacement à tous les niveaux lorsqu'elles se produisent.

1. Capacités existantes

- Cadre normatif : il y a une législation qui pose les structures nationales de réponse aux urgences.
- Préparation : il existe un plan de contingence pour la ville de N'Djamena et un travail a été entamé en octobre/novembre pour l'élaboration d'un plan ORSEC. Il existe aussi quelques systèmes d'alerte précoce disparates.

- **Réponse** : le Tchad dispose de beaucoup d'acteurs très expérimentés. Une certaine coordination existe mais parfois trop disparate. Il existe un fonds de réponse aux urgences (fonds de solidarité sociale) et les PTF disposent à la fois de capacités et aussi de sources de financement en fonction de l'ampleur de la catastrophe.

2. Défis et lacunes

- Les autorités sont encore trop peu préparées aux situations d'urgence malgré le caractère cyclique des principales catastrophes d'origine naturelle.
- Il manque encore d'outil de planification de la gestion des urgences malgré les travaux actuels sur le plan ORSEC.
- Les SAP sectoriels sont encore trop peu pris en compte pour prévenir en amont une éventuelle catastrophe.
- Les structures opérationnelles de réponse aux urgences (DPC, sapeur-pompier...) manquent de moyens humains et matériels pour une meilleure efficacité.
- L'expérience acquise lors de la gestion des catastrophes passées n'est pas assez capitalisée.

3. Recommandations

Court terme

- Organiser dans le court terme un atelier de retour d'expériences des inondations précédentes, surtout celle de 2012. Cet atelier permettra de renforcer la coordination en prélude à la prochaine saison des pluies.
- Elaborer un plan national de contingence multirisque conjointement avec les partenaires principaux et établir des liens avec les autres plans existants ; dans le but de développer rapidement un mécanisme de coordination entre tous les acteurs pour une synergie dans les actions.
 - Identifier les déclencheurs permettant de déterminer les seuils d'intervention.
 - Harmoniser des outils d'évaluation des besoins en élaborant une fiche d'évaluation rapide avec des indicateurs communs (opérabilité des données).
 - Sensibiliser tous les acteurs et les populations à la préparation des risques de catastrophes.
 - Développer un Système d'alerte précoce (SAP) national multirisques en y intégrant les autres SAP sectoriels et renforcer les SAPs au niveau régional.
 - Impliquer les médias dans la phase de préparation afin de faciliter la diffusion des messages avant et pendant la catastrophe.
- Organiser un exercice simulation impliquant tous les premiers répondants.

Moyen terme

- Etablir une Stratégie nationale spécifique pour la préparation à la gestion des catastrophes qui clarifie aussi les rôles et responsabilités des structures existantes en cas d'opération d'urgence.
- Sur la base de la stratégie nationale, développer des stratégies régionales, communales, etc.
- Renforcer la formation des intervenants nationaux en gestion des catastrophes (compréhension de la GC, gestion de cluster, conception de projets, aspect civil-militaire, etc.).
- Créer un centre opérationnel de veille, d'alerte et de coordination de crise en identifiant des partenaires techniques et financiers.
- Etablir un « numéro national d'appel d'urgence » pour les populations.
- Mise en place au sein de la DGPC d'un système de gestion de l'information et sa coordination, afin de faciliter la prise de décision concernant les activités de préparation et réponse aux urgences.
- Renforcer les actions de préparation aux urgences au niveau communautaire.
- Renforcer les capacités nationales (DGPC et sapeurs-pompiers) en matière de logistique et d'équipements de communication.
- Etudier et élaborer un plan de mise en place et de gestion de stocks de biens humanitaires au plus proche des zones vulnérables.

Les priorités du Plan d'Action National de Réduction des Risques de Catastrophes

Le Plan d'Action National de Réduction des Risques des catastrophes du Tchad s'inspirant du Cadre d'Action de Sendai (CAS), comprend les quatre (4) priorités suivantes :

- ***Priorité 1 du CAS : Comprendre les risques de catastrophes ;***
- ***Priorité 2 du CAS : Renforcer la gouvernance et les institutions pour gérer les risques de catastrophe ;***
- ***Priorité 3 du CAS : Investir dans la Réduction des Risques de Catastrophe aux fins de la résilience ;***
- ***Priorité 4 du CAS : Renforcer la préparation aux catastrophes pour intervenir de manière efficace et pour « reconstruire en mieux » durant la phase de relèvement, de remise en état et de reconstruction***

La matrice ci-dessous présente les résultats par priorité, les actions clés à mener ainsi que les estimations des ressources nécessaires à mobiliser.

Plan d'Action National RRC: Matrice des Résultats et des Ressources

Résultats attendus	Activités	Institution(s) Lead	Partenaires	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Ressources nécessaires	Ressources allouées
Priorité 1 du CAS : Comprendre les risques de catastrophes											
Evaluation des risques et gestion de l'information											
1.1. Les cadres sur la RRC (législation et stratégie) prennent en compte la gestion de l'information.	<u>Activité 1.1.1.</u> Au sein des cadres normatifs sur la RRC (voir A 2.1.1) : - Veiller à la prise en compte de l'importance de l'évaluation et du suivi des risques, ainsi qu'à l'obligation de transfert et de centralisation des informations sectorielles utiles pour l'analyse des risques. - Définir clairement les rôles et les responsabilités en matière de gestion de l'information. - Désigner et renforcer une cellule centrale capable de centraliser, traiter et diffuser les informations sur les risques. Cette cellule sera placée au sein de la structure nationale chargée de la RRC.	Ministère du Plan et de la Coopération Internationale (MPCI) Ministère en charge de l'Administration du Territoire (MAT) Groupe restreint de travail (GRT)	SNU ONG Mvt Croix R. Autres acteurs (CEEAC, Coopération, Bailleurs, etc.)	X	X	X	X	X	X	Coûts inclus dans consultance A. 1.1.1 Réunions de Travail avec consultants A.1.1.1	
	<u>Activité 1.1.2.</u> Dans les cadres stratégiques sur la RRC (voir A 2.2.1) : - Définir les mécanismes et méthodologies de collecte, traitement et diffusion de	MPCI MAT GRT	SNU ONG Mvt Croix R. Autres acteurs (CEEAC, Coopération	X	X					Coûts inclus dans consultance Activité A 1.2.1 Réunions de Travail avec consultants	

Résultats attendus	Activités	Institution(s) Lead	Partenaires	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Ressources nécessaires	Ressources allouées
	l'information liée aux risques des catastrophes. - Définir les mécanismes et méthodologies pour l'actualisation régulière de l'évaluation des risques afin de suivre leur évolution.		, Bailleurs, etc.)	X	X					A.1.2.1 et parties prenantes	
1.2. Les risques d'inondations sont évalués et les méthodologies sont capitalisées pour étendre cette évaluation aux autres risques.	<u>Activité 1.2.1.</u> Faire une Analyse de Situation Pays (ASP) pour connaître la teneur et le type d'information disponible dans le pays pour faire une évaluation des risques. Cette étude permettra d'évaluer l'information manquante et donc le type de travail nécessaire à une évaluation des risques.	MPCI MAT En partenariat avec : MATUH Université de N'Djamena GRT	SNU ONG CRT Autres acteurs (CEEAC, Coopération, Bailleurs, etc.)	X	X					Consultance internationale de 90 jours et 4 missions de terrain. 30.000.000 FCFA (50 000 US\$)	
	<u>Activité 1.2.2.</u> A partir de l'ASP, faire une évaluation des risques d'inondation.	MPCI MAT MATUH En partenariat avec les membres du GRT	SNU ONG Mvt Croix R. CEEAC		X	X				Coût inclus dans A 1.2.3	
	<u>Activité 1.2.3.</u> Intégrer les résultats de l'évaluation des risques dans un système d'information (SGBD, SIG) d'aide à la décision pour la gestion des risques. A travers une actualisation régulière et le traitement des données, il sera possible de suivre et de projeter la situation en la matière.	MPCI MAT	SNU ONG Mvt Croix R. Autres acteurs (CEEAC, Coopération, Bailleurs, etc.)		X	X				Prestataire international en collaboration nationale: Environ 610.000.000 FCFA (1,220 million US\$) avec l'évaluation des risques.	

Résultats attendus	Activités	Institution(s) Lead	Partenaires	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Ressources nécessaires	Ressources allouées
	Activité 1.2.4. Dans la mesure du possible, capitaliser le travail fait pour l'évaluation des risques d'inondation afin de l'élargir aux autres risques (sécheresse, épidémie, épizootie, incendie, ...).	MAT MPCI En partenariat avec les membres du GRT	SNU ONG CRT			X	X	X	X	1 Atelier de Capitalisation et élaboration propositions pour les autres risques 10.000.000 FCFA (20 000 US\$)	
1.3. La coordination entre toutes les structures sectorielles de production d'information sur les risques est renforcée	Activité 1.3.1. Doter la structure centrale, désignée par la nouvelle législation, en charge de gestion de l'information pour l'analyse des risques afin qu'elle accomplisse efficacement sa mission.	MAT MPCI Structure centrale en charge de gestion de l'information	SNU ONG CRT Autres acteurs (CEEAC, Coopération, Bailleurs, etc.)		X	X				Equipement Structure (véhicule) 22.000.000 FCFA (44 000 US\$) Matériels Informatiques /autres 10.000.000 FCFA (20 000 US\$) Formation, Fonctionnement 20.000.000 FCFA (40 000 US\$)	
	Activité 1.3.2. Mettre en place et renforcer un groupe de travail réunissant l'ensemble des structures productrices d'information liée aux risques de catastrophes. Ce groupe sera en charge de : -Rédiger une charte/convention de partage de l'information pour la protection des données.	MPCI MAT GRT Structure centrale en charge de gestion de l'information	SNU ONG Mvt Croix R. Autres acteurs (CEEAC, Coopération, Bailleurs, etc.)		X	X	X	X	X	Coût compris dans le budget de fonctionnement du groupe (réunions de travail, déplacements...) A 2.6.2	

Résultats attendus	Activités	Institution(s) Lead	Partenaires	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Ressources nécessaires	Ressources allouées
	- Informer sur l'existence et l'emplacement des bases de données. - Créer des synergies pour de meilleures analyses multi-sectorielles.				X	X	X	X	X		
1.4. Les CRA et CDA voient leurs capacités renforcées pour la collecte, l'analyse et la remontée de l'information liée aux risques de catastrophes.	<u>Activité 1.4.1.</u> Capitaliser le travail et les informations générées pendant l'élaboration des plans de prévention et de gestion des catastrophes pour : - Doter les CRA, CDA et CLA en matériels et équipements - Former ces structures à la Réduction des Risques de Catastrophes et à la Préparation et Réponse aux Urgences. - Former les CRA, CDA et CLA dans les méthodologies de collecte et de traitement de l'information. - Capitaliser les informations pour l'évaluation des risques. - Générer une appropriation des processus et outils développés. - Générer des mécanismes d'actualisation et de remontée régulière des données, jusqu'au niveau national.	Ministère en charge de l'Agriculture MAT SISAAP Autorités régionales	FAO Autres acteurs (SNU, ONG, CRT)		X	X	X	X	X	Matériels & Equipements (22 CRA + 67 CDA) 103.000.000 FCFA (206 000US\$) Formations & Capitalisation (compris dans Budget 3.5.1)	Tenir compte Planification SISAAP

Résultats attendus	Activités	Institution(s) Lead	Partenaires	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Ressources nécessaires	Ressources allouées
	Activité 1.4.2. Former les autorités locales et régionales à la lecture et l'analyse des informations diffusées par les structures impliquées dans la RRC (exemple : les services de météorologie), pour l'aide à la décision.	Ministère en charge de l'Agriculture SISAAP Autorités régionales et locales En partenariat avec le GRT	SNU ONG		X	X	X	X		4 Ateliers régionaux 60.000.000 FCFA (120 000 US\$)	Tenir compte Planification SISAAP
Education et sensibilisation											
1.5. Les élèves de primaire et secondaire connaissent la RRC et la PRU	Activité 1.5.1. Intégrer la RRC et la PRU dans les curricula scolaires en primaire et secondaire. Il serait mieux de l'inclure au sein de matières déjà bien définies telles que la géographie ou les sciences naturelles : - Elaborer des Guides Pratiques d'intégration de la RRC et de la PRU dans les disciplines d'accueil des programmes officiels au niveau Primaire et Secondaire. - Valider les Guides élaborés. - Former les enseignants sur l'utilisation des guides élaborés. - Sensibiliser et vulgariser les Guides écoles résilientes auprès des partenaires dans les régions.	Ministère de l'éducation	UNICEF Autres acteurs de l'éducation		X	X				Consultance nationale et/ ou internationale de 45 jours : 11.250.000 FCFA (22 500 US\$) Elaboration des guides : 104.075.000 FCFA (208 150 US\$) Ateliers Validation Guides élaborés 52.035.000 FCFA (104 070 US\$). Formation sur l'utilisation des Guides élaborés 116.757.000 FCFA (233.514 US\$)	Tenir compte Budget & Planification MEN

Résultats attendus	Activités	Institution(s) Lead	Partenaires	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Ressources nécessaires	Ressources allouées
										Sensibilisation et Vulgarisation des Guides élaborés 66.683.100 FCFA (133.366 US\$)	
1.6. Les écoles sont implantées/construites dans des zones libres de risques.	Activité 1.6.1. Définir un protocole technique d'évaluation des risques pour le choix d'emplacement des écoles.	Ministère de l'éducation	UNICEF Autres acteurs de l'éducation		X	X				Inclus Budget Guide	
	Activité 1.6.2. Effectuer une évaluation des écoles et identifier celles potentiellement à risques.	Ministère de l'éducation	UNICEF Autres acteurs de l'éducation		X	X				Coût évaluation 27.670.000 FCFA (55 340 US\$)	
1.7. Les professionnels actuels et futurs ont les connaissances et les compétences en RRC pour mener à bien les réformes attendues.	Activité 1.7.1. Créer une option sur la gestion des risques et des catastrophes dans la deuxième année du Master de Gestion de Territoire au Département de Géographie pour 10 étudiants par promotion.	Ministère Enseignement et Recherche scientifique Université NDJ GRT	SNU ONG		X	X	X	X	X	Interventions régulières de dix spécialistes RRC par an pour la formation en deuxième année, stage et frais de labo, frais de mémoire, encadrement etc, pour 18.965.000 FCFA. par an (37930 US\$) Soit 94.825.000 FCFA (189.650 US\$).	
	Activité 1.7.2. Initier les élèves de licence de géographie à la thématique RRC.	Ministère Enseignement et Recherche scientifique (Université NDJ)	SNU ONGs		X	X	X	X	X	Deux interventions par an des spécialistes RRC. 3000000 FCFA/an	Voir les possibilités de faire intervenir des spécialistes travaillant dans les

Résultats attendus	Activités	Institution(s) Lead	Partenaires	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Ressources nécessaires	Ressources allouées
										Pour les 5 ans : 15.000.000 FCFA soit 30.000 US\$	organisations partenaires.
	<u>Activité 1.7.3.</u> Intégrer la thématique dans différentes formations de haut niveau (droit, science politique, environnement, économie...).	Ministère Enseignement et Recherche scientifique Université NDJ GRT	SNU ONG		X	X	X	X	X	Atelier Technique d'insertion de la thématique, 3000000 F CFA soit 6000 US\$ Interventions régulières des spécialistes RRC par an. 3.000.000 FCFA Pour le 5 ans, 15.000.000 FCFA soit 30.000 US\$	Voir la possibilité de faire intervenir des spécialistes travaillant dans le pays pour les partenaires techniques.
1.8. La population adoptent un nouveau comportement vis-à-vis des risques et les instances décisionnaires comprennent la RRC.	<u>Activité 1.8.1.</u> Au sein du groupe de travail/plateforme nationale (à terme) : - Définir un outil de sensibilisation flexible en fonction du type de public professionnel (fonction, niveau hiérarchique, besoin spécifique...). - Former des formateurs capables de faciliter de tels ateliers. - Organiser régulièrement des sessions de sensibilisation à tous les niveaux décisionnaires.	MAT MPCI GRT	SNU ONG CRT Autres acteurs	X	X					Consultance d'un mois pour la mise en place d'un outil de formation 9.000.000 FCFA (18 000 US\$) 1 atelier national de formation de formateurs. 10.000.000 FCFA (20 000 US\$) 24 Sessions de sensibilisation. 72.000.000 FCFA (144 000 US\$)	

Résultats attendus	Activités	Institution(s) Lead	Partenaires	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Ressources nécessaires	Ressources allouées
	Activité 1.8.2. Faire des séances régulières de formation en RRC pour les membres de la plateforme nationale lorsqu'elle sera officiellement mise en place.	MPCI MAT	SNU ONG CEEAC		X	X	X	X	X	Au moins 1 session par an. 15.000.000 FCFA (30 000 US\$)	
	Activité 1.8.3. Former les journalistes pour le traitement et la diffusion de l'information sur les risques (long terme, lien avec le développement...) et les catastrophes (traitement de l'information avant, pendant et après un désastre) et évaluer la meilleure forme pour informer la population à travers les médias. En lien avec l'A 4.5.1.	Ministère de la Communication MPCI MAT	SNU ONG Mvt Croix R. CEEAC		X	X	X	X	X	1 Session de formation par an. 25.000.000 FCFA (55 000 US\$)	
	Activité 1.8.4. Elaborer des matériels de sensibilisation et de vulgarisation en direction des communautés et former des formateurs capables d'aller faciliter ces sensibilisations. En lien avec A 4.5.1	Ministère Action sociale MPCI MAT Autorités locales GRT	SNU ONG CRT CEEAC		X	X				Coût d'édition, de publication et d'impression. 35.000.000 FCFA (70 000 US\$)	
Budget total pour la priorité 1.										1.537.295.100 FCFA (3 07 4 590 USD)	
Priorité 2 du CAS : Renforcer la gouvernance et les institutions pour gérer les risques de catastrophe											
2.1. Des cadres juridiques et institutionnels sont clairement établis en matière de RRC.	Activité 2.1.1. Elaborer une loi d'orientation nationale en RRC : - Procéder à la revue et à l'analyse des textes juridiques et réglementaires nationaux et	Ministère de l'Administration du Territoire (en partenariat avec le Ministère	SNU ONG Mvt Croix R. CEEAC/CIL SS	X	X					En consultance au niveau national et international pour au moins 75 jours.	

Résultats attendus	Activités	Institution(s) Lead	Partenaires	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Ressources nécessaires	Ressources allouées
	accords internationaux relatifs à la RRC (y compris la préparation et la réponse aux urgences) - Former un groupe parlementaire sur le RRC pour assurer un plaidoyer et le lead en faveur de la loi. - A partir de la revue juridique, élaborer une loi d'orientation nationale sur la RRC et des textes d'application (y compris la préparation et la réponse aux urgences). - Vulgariser le projet de Loi auprès de leaders d'opinion, leaders religieux et les communautés rurales pour une appropriation en vue de sa promulgation. - Soutenir l'adoption de la loi d'orientation et des textes d'application. - Procéder à la vulgarisation de la loi. - Elaborer un document de capitalisation du processus sur le renforcement du cadre institutionnel et législatif en matière de RRC au Tchad	de la Justice, MCPPG MPCJ et les ministères sectoriels membre du GRT)			X					26.250.000 FCFA (52 500 US\$) Réunions de travail Ateliers/séances de vulgarisation 20.000.000 FCFA (40 000 US\$). Traduction et impression de documents de communication 10.000.000 FCFA (20 000 US\$)	

Résultats attendus	Activités	Institution(s) Lead	Partenaires	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Ressources nécessaires	Ressources allouées
	- Assurer le vote à l'Assemblée Nationale des amendements jugés nécessaires.						X				
	<u>Activité 2.1.2.</u> Etablir un cadre institutionnel solide pour la RRC : - Lors de la définition du cadre législatif : désigner ou créer une structure centrale simple et légère en charge de la RRC (coordination des activités avec l'ensemble des structures sectorielles, suivi de la mise en œuvre, mobilisation et gestion des ressources, suivi des budgets...). - Donner les capacités à cette structure afin qu'elle accomplisse correctement ses missions (personnel formé, matériels, budget, assise politique pour la coordination avec l'ensemble des ministères et des Partenaires Techniques et Financiers (PTF)...). - Désigner et former un point focal et son suppléant dans les directions de la planification de chaque ministère participant directement ou indirectement à la RRC (Agriculture, Environnement, Elevage, Santé,	MPCI MAT M. Justice	SNU ONG Mvt Croix R. Autres acteurs (CEEAC, coopération , bailleurs							Recrutement des professionnels : Equipe de 6 personnes pour 5 ans 408.000.000 FCFA (816 000 US\$) (inclus la charge d'un consultant international, études Matériels informatiques (hardware et software) 20.000.000 FCFA (40 000 US\$) Fonctionnement sur 5 ans 125.000.000 FCFA (250 000 US\$)	

Résultats attendus	Activités	Institution(s) Lead	Partenaires	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Ressources nécessaires	Ressources allouées
	Action sociale, Intérieur ainsi qu'au niveau des PTF clefs...). - A partir de la revue juridique, assurer un bon niveau d'intégration de la RRC dans les textes de loi sectoriels. - Assurer le vote à l'Assemblée Nationale des amendements jugés nécessaire.			X	X						
2.2. Le Tchad dispose d'une stratégie nationale en RRC.	<u>Activité 2.2.1.</u> Elaborer une stratégie nationale de RRC assortie d'un Plan d'Action National opérationnel (NB : La Stratégie et son PAN seront élaborés sur la base du présent PAN-RRC). - Mobiliser/Engager une compétence internationale appropriée pour l'élaboration de la stratégie nationale RRC, sous la facilitation et l'orientation du groupe restreint de travail en RRC. - Faire la revue des stratégies et politiques sectorielles. - Organiser un atelier national et quelques rencontres régionales de partage et de discussion pour la validation de cette stratégie. - Veiller à l'articulation de cette stratégie nationale de RRC avec	MPCI MAT GTR/Plateforme	SNU ONG Mvt Croix R. Autres acteurs (CEEAC, coopération, bailleurs	X	X					Un consultant national et un consultant international pour 60 jours. 24.000.000 FCFA (48 000 US\$) Réunions de travail 1 réunion de lancement des Travaux de l'élaboration et 1 atelier national de restitution : 10.000.000 FCFA (20 000 US\$)	
				X	X						
				X	X						
				X	X	X					

Résultats attendus	Activités	Institution(s) Lead	Partenaires	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Ressources nécessaires	Ressources allouées
	les stratégies sectorielles de développement. - Actualiser le Plan d'action national si besoin.				X	X	X				
	Activité 2.2.2. Diffuser la stratégie nationale et sensibiliser au plus haut niveau afin de générer l'appropriation et la participation de tous les secteurs.	MPCI MAT GTR/Plateforme	SNU ONG Mvt Croix R. CEEAC			X	X			4 ateliers régionaux de sensibilisation. 40.000.000 FCFA (80 000 US\$)	
2.3. La stratégie et le plan d'action national sont intégrés dans les stratégies et planifications au développement (PDN 2016-2020, Vision Tchad 2030).	Activité 2.3.1. Renforcer les capacités du MPCl MAT pour l'intégration de la RRC et de ses cadres dans les processus d'élaboration des planifications au développement.	MPCI MAT	SNU ONG Mvt Croix R. Autres acteurs (CEEAC, coopération, bailleurs		X	X				Recrutement d'un expert national en RRC (point focal) 72.000.000 FCFA (144 000 US\$). Formations des professionnels (voir A.1.8.1 & A.1.8.2)	
	Activité 2.3.2. Sensibiliser les services de planification des ministères concernés par la RRC à leur rôle et responsabilité dans le processus RRC.	MPCI	SNU ONG Mvt Croix R. CEEAC		X	X	X	X	X	Ateliers de formation (1 atelier national chaque année) 50.000.000 FCFA (100 000 US\$)	
2.4. Les autorités locales et régionales ont connaissance des cadres nationaux de RRC et ont développé des planifications en phase avec leurs réalités.	Activité 2.4.1. Favoriser l'appropriation par les autorités et structures locales et régionales des cadres définis: - Veiller à la participation de quelques autorités locales et régionales représentatives pour l'élaboration et/ou renforcement des cadres.	MAT MPCI GTR/Plateforme Autorités régionales et locales	SNU ONG Mvt Croix R. Autres acteurs (CEEAC, coopération, bailleurs		X	X	X			4 Ateliers régionaux 40.000.000 FCFA (80 000 US\$)	

Résultats attendus	Activités	Institution(s) Lead	Partenaires	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Ressources nécessaires	Ressources allouées
	- Sensibiliser l'ensemble des autorités sur ces cadres et leurs rôles et responsabilités généraux en matière de RRC et PRU.				X	X	X	X	X		
	<u>Activité 2.4.2.</u> Renforcer les capacités des Comités Régionaux d'Action (CRA) pour faciliter et accompagner l'action au niveau régional : - Identifier des CRA pilotes pour mener ces travaux et les dynamiser si besoin. - Former en RRC et PRU les membres des CRA identifiés. - Au sein de ces CRA : développer des plans d'action régionaux de prévention et de gestion des catastrophes à partir du plan d'action national et en phase avec les réalités du terrain (identifier les risques prioritaires, les besoins, les activités, les rôles et responsabilités...) et désigner des points focaux en charge du suivi. - En fonction des plans d'action, renforcer les capacités des CRA pour qu'ils puissent accomplir leur mission.	Ministère Agriculture (SISAAP) MPCI MAT Autorités régionales et locales	SNU ONG Mvt Croix R. Autres acteurs (CEEAC, coopération , bailleurs	X X	X X					Budget de renforcement des CRA (5 pilotes) : véhicules 110.000.000 FCFA (220 000 US\$) Matériels informatiques. (voir 3.5.2) Appuis Budget fonctionnement des CRA & Formations points focaux RRC. 50.000.000 FCFA (100 000 US\$)	
					X	X	X				

Résultats attendus	Activités	Institution(s) Lead	Partenaires	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Ressources nécessaires	Ressources allouées
	- Après quelque temps, évaluer les résultats au niveau des CRA pilotes et en tirer les leçons pour améliorer le processus. Il s'agit à terme de mettre à l'échelle et que chaque CRA au Tchad dispose de son plan d'action régional.					X	X				
2.5. Un budget permanent pour la RRC est défini dans le budget national.	<u>Activité 2.5.1.</u> Faire une revue des investissements sectoriels qui contribuent directement ou indirectement à la RRC pour évaluer les montants alloués à ces activités.	MPCI M. Finances & Budgets	SNU ONG Mvt Croix R. Autres acteurs (CEEAC, coopération, bailleurs		X	X				Un Consultant international appuyé par un consultant national pour 1 mois (30 jours). 12.000.000 FCFA (24 000 US\$)	
	<u>Activité 2.5.2.</u> Définir une ligne budgétaire annuelle spécifique pour la RRC et des mécanismes d'allocation.	Ministère des Finances MPCI	SNU Autres acteurs		X	X				Proposition consultance A 25.1	
2.6. Le suivi et l'évaluation du plan d'action national en RRC et PRU est assuré.	<u>Activité 2.6.1.</u> Mettre en place un dispositif de suivi/évaluation et d'actualisation du Plan d'action national en RRC. - Assurer un cadre juridique de redevabilité et d'évaluation du plan national RRC. - Dans la législation : s'assurer de la définition claire des rôles et responsabilités pour ce suivi-évaluation et des mécanismes et	MPCI MAT GTR/Plateforme	SNU ONG Mvt Croix R. Autres acteurs (CEEAC, coopération, bailleurs		X	X				Coûts partiels couverts par consultance Activité. 2.2.1 Atelier Evaluation Mi-Parcours. 10.000.000 FCFA (20 000 US\$)	

Résultats attendus	Activités	Institution(s) Lead	Partenaires	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Ressources nécessaires	Ressources allouées
	méthodologies pour son application. - Organiser un atelier national de capitalisation sur la mise en œuvre du présent plan d'action. - En fonction de l'avancée des activités, modifier et/ou ajouter des activités pour atteindre les objectifs fixés.						X				
	Activité 2.6.2. Dynamiser le groupe restreint de travail en RRC pour le suivi et la coordination des activités en attendant la mise en place officielle de la Plateforme nationale RRC.	MPCI MAT GRT	SNU ONG Mvt Croix R. Autres acteurs (CEEAC, coopération , bailleurs		X	X	X	X	X	Budget fonctionnement GRT/Plateforme, organisation d'ateliers, sensibilisation, visites de terrain... 50.000.000 FCFA (100 000 US\$)	
Budget total pour la priorité 2.										1.077.250.000 FCFA (2 154 500 US\$)	
Priorité 3 du CAS : Investir dans la Réduction des Risques de Catastrophes aux fins de la résilience											
3.1. Les cadres normatifs et stratégiques de planification au développement (généraux ou sectoriels) intègrent la RRC et la PRU lorsque cela s'avère nécessaire.	Activité 3.1.1. A partir de la revue juridique (A 2.1.1), intégrer la RRC dans les textes de loi sectoriels lorsque cela s'avère nécessaire.	Ministère Justice MPCI MAT GTR/Plateforme	SNU ONG Mvt Croix R. Autres acteurs (CEEAC, coopération , bailleurs		X	X	X	X	X	Pris en compte dans la consultance A 2.1.1	

Résultats attendus	Activités	Institution(s) Lead	Partenaires	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Ressources nécessaires	Ressources allouées
	<u>Activité 3.1.2.</u> A partir de la revue des politiques et stratégies pour la Stratégie nationale en RRC (A 2.2.1): - Actualiser les politiques et s'assurer que la RRC est bien prise en compte. - Appuyer chaque ministère concerné dans sa compréhension des concepts de RRC et l'intégration de ces domaines dans ses stratégies et planification.	MPCI MAT GTR/Plateforme	SNU ONG Mvt Croix R. Autres acteurs (CEEAC, coopération, bailleurs		X	X	X	X	X	Poursuite de la consultance A 2.2.1. Réunions de travail	
	<u>Activité 3.1.3.</u> Renforcer les capacités du Ministère du Plan pour l'intégration de la RRC dans les planifications sectorielles et les plans nationaux de développement (PND 2016-2020 et Vision Tchad 2030)	MPCI GRT/Plateforme	SNU ONG		X	X	X			Formations spécifiques (au moins 3 sur 3 ans) 30.000.000 FCFA (60 000 US\$)	
3.2. Le personnel technique des ministères concernés comprennent la RRC/ACC, les cadres de gestion et la place de leur secteur dans ce domaine.	<u>Activité 3.2.1.</u> - Adapter les formations en RRC/ACC aux secteurs et aux réalités du Tchad. - Organiser régulièrement des ateliers de formations. - Désigner des points focaux dans les services de planification des différents ministères pour le suivi sectoriel du Plan d'action national en RRC et PRU et la	MAT MPCI En partenariat avec tous les secteurs représentés au sein du GRT/Plateforme	SNU ONG		X	X				Séances de formation suivant les secteurs identifiés/formés 80.000.000 FCFA (160 000 USD\$)	

Résultats attendus	Activités	Institution(s) Lead	Partenaires	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Ressources nécessaires	Ressources allouées
	bonne intégration de ces thématiques dans les planifications sectorielles.										
3.3. Les risques environnementaux sont pris en compte et les politiques et planifications environnementales participent concrètement à la RRC.	<u>Activité 3.3.1.</u> A partir des actions prioritaires de la Direction Générale de l'Environnement du Ministère de l'Environnement et de la Pêche : - Assurer une meilleure prise en compte de la RRC dans la politique nationale pour l'environnement en cours d'élaborations - Faire la relecture du Plan d'action national pour l'environnement en vue de renforcer l'intégration des aspects sur les risques et catastrophes - Faire un plaidoyer en vue de valider ces documents par le Gouvernement.	Ministère de l'Environnement (ME) - Direction Générale de l'environnement	FAO PNUD Autres partenaires		X	X	X			Consultance nationale de 45 jours. 5.400.000 FCFA (10 800 US\$) Atelier de partage. 5.000.000 FCFA (10 000 US\$)	
	<u>Activité 3.3.2.</u> Renforcer les capacités de la Direction Générale de l'Environnement en matière de RRC pour l'atteinte des objectifs fixés dans la politique nationale Environnementale (formation/sensibilisation ; Matériels et équipements de	Ministère l'Environnement (Direction Générale de l'environnement)	FAO PNUD Autres partenaires		X	X	X	X	X	Formations 100.000.000 FCFA (200 000 US\$) Matériels & Equip. 200.000.000 FCFA (400 000 US\$) Mobilisation sociale / sensibilisation 50.000.000 FCFA	

Résultats attendus	Activités	Institution(s) Lead	Partenaires	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Ressources nécessaires	Ressources allouées
	surveillance de l'environnement)									(100 000 US\$)	
	Activité 3.3.3. Assurer la présence de la Direction Générale de l'Environnement dans les comités sectoriels ayant un impact sur les risques environnementaux et inversement (agriculture, hydraulique, santé, Plateforme nationale RRC...).	Ministère de l'Environnement (ME) - Direction Générale de l'environnement MAT MPCI	PNUD FAO Autres partenaires	X	X	X	X	X	X	Désignation d'un point focal RRC Réunions de travail PM	
3.4. Une planification pour l'Adaptation au Changement Climatique est développée et/ou actualisée et est liée à la RRC.	Activité 3.4.1. Veiller à l'intégration de l'ACC dans les nouveaux cadres pour la RRC et dans les cadres sectoriels.	M. Env. DG Météo	SNU ONG, PTF	X	X	X	X	X	X	Réunions de travail Sensibilisation sur les liens RRC-ACC 30.000.000 FCFA (60 000 US\$)	
	Activité 3.4.2. A partir des cadres renforcés avec l'intégration de la RRC, actualiser le PANA de 2010 et mettre en évidence les complémentarités RRC/ACC.	DG Météo MA	SNU ONG		X	X				Consultance internationale de 45 jours. 20.000.000 FCFA (40 000 US\$)	
	Activité 3.4.3. Renforcer les capacités du système de surveillance météorologique, climatologique et hydrologique pour l'établissement de scénarii à long terme.	DG Météo MA ME MEP	SNU ONG Coopération française	X	X	X				Matériels informatiques (hardware et software). Instruments Météorologiques : Stations de mesure. Moyens logistiques (véhicules)	

Résultats attendus	Activités	Institution(s) Lead	Partenaires	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Ressources nécessaires	Ressources allouées
										130.000.000 FCFA (260 000 US\$).	
	Activité 3.4.4. Développer et sensibiliser sur les bonnes pratiques permettant aux communautés de s'adapter au changement climatique par exemple en matière de semences adaptées, de protection des ressources naturelles ou de gestion durable des terres et des pâturages.	MA MEP ME DG Météo	SNU (FAO, PNUD...) ONG Coopération		X	X	X			Formations de formateurs 4 ateliers régionaux de sensibilisation. 60.000.000 FCFA (120 000 US\$) 66 Séances de sensibilisation locales 122.000.000 FCFA (244 000 US\$)	
3.5. La sécurité alimentaire est renforcée et articulée avec la RRC.	Activité 3.5.1. Renforcer les capacités du CASAGC pour l'atteinte de ses objectifs.	MA ME CASAGC SISAAP	FAO UE Autres partenaires		X	X	X			Formation des membres (22 CRA + 67 CDA) 65.840.000 FCFA (131 680 US\$)	Voir Planification & budget avec SISAAP
	Activité 3.5.2. Doter les CRA et CDA en matériels et équipements.	MA ME SISAAP	FAO UE Autres partenaires		X	X	X	X	X	Matériels & Equipements (22 CRA + 67 CDA) 103.000.000 FCFA (206 000 US\$)	Voir Planification & budget avec SISAAP
	Activité 3.5.3. Renforcer les capacités des cadres du SISAAP/SPI sur les techniques de collecte, de traitement, d'analyse et de diffusion des données sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle.	MA ME SISAAP	FAO UE		X	X	X	X	X	Voir budgétisation avec SISAAP	

Résultats attendus	Activités	Institution(s) Lead	Partenaires	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Ressources nécessaires	Ressources allouées
	Activité 3.5.3.1. Acquérir des logiciels et former les cadres SISAAP/SPI (SPSS, CSPRO, Access, Publisher et SIG).	MA ME SISAAP	FAO UE Autres partenaires		X	X	X			Logiciels: (9 postes pour une durée de 3 ans) 21.700.000 FCFA (43 400 US\$)	Voir Planification & budget avec SISAAP
	Activité 3.5.3.2. Contribuer à la mise à jour de l'enquête de vulnérabilité structurelle.	MA ME CASAGC SISAAP	FAO UE Autres partenaires		X	X				Coût Enquête 200.000.000 FCFA (400 000 US\$)	Voir Planification & budget avec SISAAP
	Activité 3.5.3.3. Appuyer la réalisation des profils HEA.	MA ME CASAGC SISAAP	FAO UE Autres partenaires		X	X	X			15 Profils HEA 196.800.000 FCFA (393 600 US\$)	Voir Planification & budget avec SISAAP
	Activité 3.5.3.4. Mettre en place d'une unité complète (équipements et logiciels) de SIG.	MA ME MEP MHPV SISAAP	FAO UE Autres partenaires		X	X				Equipements & Logiciels 33.000.000 FCFA (66 000 US\$)	Voir Planification & budget avec SISAAP
	Activité 3.5.3.5. Mettre à la disposition du SISAAP un Expert international et national en RRC.	MA ME SISAAP	FAO UE Autres partenaires		X	X	X	X	X	Coûts expertises (International sur 18 mois & national sur 4 ans) 183.600.000 FCFA (367 200 US\$)	Voir Planification & budget avec SISAAP
	Activité 3.5.4. Contribuer au renforcement des capacités de l'ANALA.	MA ANALA	FAO Autres partenaires		X	X	X	X	X	Coût Capacitation (Formations, Matériels, etc.) 60.000.000 FCFA (120 000 US\$)	Voir Planification & budget avec ANALA
	Activité 3.5.5. Renforcer le système de veille épizootique (REPIMAT).	ME CASAGC SISAAP	FAO Banque Mondiale UE		X	X	X			Budget et Planification REPIMAT	Budget REPIMAT (308.430.000 FCFA)

Résultats attendus	Activités	Institution(s) Lead	Partenaires	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Ressources nécessaires	Ressources allouées
	Activité 3.5.6. Désigner un point focal RRC et veiller à l'articulation des planifications sur la sécurité alimentaire avec le Plan d'Action National en RRC.	MA ME	FAO SISAAP Autres acteurs	X	X	X	X	X	X	Réunions de travail PM	
3.6. La protection sociale est développée pour mieux protéger les populations les plus vulnérables et les plus exposées aux risques.	Activité 3.6.1. Renforcer les capacités des acteurs impliqués dans la protection sociale.	Ministère en charge de l'Action Sociale et de la Solidarité	Banque Mondiale UNICEF UNFPA Autres partenaires	X	X	X	X	X	X	Ateliers de Formation, sensibilisation 25.000.000 FCFA (50 000 US\$)	
	Activité 3.6.2. Appuyer la mise en œuvre la stratégie nationale de protection sociale élaborée en 2014.	Ministère en charge de l'Action Sociale et de la Solidarité	Banque Mondiale UNICEF UNFPA UE Autres partenaires		X	X	X	X	X	Appui moyen annuel 75 millions (Formation, Etudes, Suivi, etc.) 375.000.000FCFA (750 000 US\$)	Budget 2015 disponible Ministère Action sociale 1,5 milliard FCFA
	Activité 3.6.3 Valoriser et capitaliser les expériences dans la sous-région (coopération sud-sud) pour enrichir et renforcer la politique et la pratique de la protection sociale au Tchad.	Ministère en charge de l'Action Sociale et de la Solidarité	UNICEF Banque Mondiale UE ; UNFPA Autres partenaires		X	X	X	X	X	Voyages d'études, Séminaires, Réunions de travail. 125.000.000 FCFA (250 000 US\$)	
3.7. Risques d'épidémies A. La surveillance épidémiologique (Ebola) est mieux assurée	Activité 3.7.1. Renforcer le système de veille épidémiologique (Surveillance Ebola).	Ministère de la Santé	OMS Autres acteurs de la santé	X	X	X	X	X	X	Campagnes/atelier nécessaire et coûts 217.000.000 FCFA (434 000 US\$)	
	Activité 3.7.2.	Ministère de la Santé	OMS, UNICEF							Campagnes/atelier nécessaire et coûts	Voir Budget Plan EBOLA

Résultats attendus	Activités	Institution(s) Lead	Partenaires	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Ressources nécessaires	Ressources allouées
	Renforcer la mobilisation sociale afin que Les populations adoptent des comportements favorables au contrôle d'une éventuelle épidémie		Autres acteurs	X	X	X	X	X	X	107.500.000 FCFA (215 000 US\$)	
	Activité 3.7.3. Prévenir efficacement la propagation des germes (Hygiène & Assainissement)	Ministère de la Santé Communes	OMS UNICEF Autres acteurs	X	X	X	X	X	X	Evaluations, Formations, sensibilisation Matériels 136.000.000 FCFA (272 000 US\$)	Voir Budget Plan EBOLA
B. La prise en charge adéquate des cas des MVE est assurée	Activité 3.7.4. Acquérir les médicaments et consommables	Ministère de la Santé	OMS, MSF, Autres partenaires de la santé	X	X	X	X	X	X	Médicaments & Consommables 100.000.000 FCFA (200 000 US\$)	
	Activité 3.7.5. Produire et Diffuser les directives sur la prise en charge précoce et gratuite des cas	Ministère de la Santé Comité multisectoriel	OMS Autres partenaires de la santé	X	X	X	X	X	X	Coûts production outils & diffusion 14.900.000 FCFA (29 000 US\$)	
	Activité 3.7.6. Former les agents sur la prise en charge des cas	Ministère de la Santé	OMS CRT Autres partenaires de la santé	X	X	X	X	X	X	Ateliers/séminaire 80.000.000 FCFA (160 000 US\$)	
C. Le système de surveillance contre la méningite et de la rougeole est renforcé	Activité 3.7.7. Organiser des campagnes de riposte aux éventuelles épidémies	Ministère de la Santé	OMS UNICEF Autres partenaires de la santé	X	X	X	X	X	X	Campagnes Info & Sensibilisation 205.000.000 FCFA (410 000 US\$)	Voir Plan contingence Méningite
	Activité 3.7.8. Acquérir 45 000 doses de vaccin Tétravalent et de vaccin Rouvax		OMS UNICEF Autres	X	X	X	X	X	X	Médicaments 280.000.000 FCFA (560 000 US\$)	Voir Plan contingence Méningite

Résultats attendus	Activités	Institution(s) Lead	Partenaires	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Ressources nécessaires	Ressources allouées
		Ministère de la Santé	partenaires de la santé								
	Activité 3.7.9. Reproduire les directives et outils de gestion de la vaccination	Ministère de la Santé	OMS UNICEF Autres partenaires de la santé	X	X	X	X	X	X	Coûts production outils & diffusion 20.000.000 FCFA (40 000 US\$)	Voir Plan contingence Méningite
	Activité 3.7.10. Assurer la prise en charge des cas (acquisition médicaments & consommables)	Ministère de la Santé	OMS, UNICEF Autres partenaires de la santé	X	X	X	X	X	X	Médicaments & Consommables 125.000.000 FCFA (250 000 US\$)	
D. La mise en place des centres de traitements (CTC et UTC) est réalisée	Activité 3.7.11. Mettre en place l'antenne Choléra (CTC et UTC)	Ministère de la Santé	OMS, UNICEF, MSF Autres partenaires de la santé	X	X	X	X	X	X	Coûts installation 200.000.000 FCFA (400 000 US\$)	
	Activité 3.7.12. Monter les équipes santé et Wash pour couvrir les 24 h	Ministère de la Santé	OMS, UNICEF, MSF Autres partenaires de la santé	X	X	X	X	X	X	Coûts personnel 50.000.000 FCFA (100 000 US\$)	
	Activité 3.7.13. Assurer l'approvisionnement des intrants des 2000 premiers cas	Ministère de la Santé	OMS, UNICEF, MSF Autres partenaires de la santé	X	X	X	X	X	X	Coûts Intrants 70.000.000 FCFA (140 000 US\$)	
E. Les populations modifient leurs comportements pour diminuer les risques de	Activité 3.7.14. Organiser des campagnes de sensibilisation sur ce type de maladie et les moyens de s'en protéger dans les zones	Ministère de la Santé CNLS	SNU (UNFPA, ONUSIDA, OMS, UNICEF...)		X	X	X	X	X	Campagnes de sensibilisation 85.000.000 FCFA (170 000 US\$)	

Résultats attendus	Activités	Institution(s) Lead	Partenaires	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Ressources nécessaires	Ressources allouées
transmission IST/VIH/SIDA en cas de catastrophe. Et les services de santé sont équipés pour faire face à ce type de problème.	exposées aux risques de catastrophe.		Autres partenaires								
	Activité 3.7.15 Prédisposer les médicaments, kits/SR et consommables en amont de possibles catastrophe (phase de préparation).	Ministère de la Santé CNLS	SNU (UNFPA, ONUSIDA, OMS, UNICEF...) Autres partenaires		X	X	X	X	X	Achat et acheminement médicaments, kits et consommables 100.000.000 FCFA (200 000 US\$)	
3.8. Le Tchad dispose de cadres et d'outils solides pour un aménagement et un développement des territoires qui prennent en compte les risques.	Activité 3.8.1. Appuyer la mairie de N'Djamena pour effectuer la cartographie et l'analyse des risques afin de renforcer la prise en compte de cette contrainte majeure pour le développement de la ville.	Mairie de N'Djamena MATUH	ONUHABIT AT / PNUD ONG Autres acteurs		X	X				Possibilité de consultance pour faire un inventaire du stock de construction et la cartographie de la ville : 91.000.000 FCFA (182.000\$US)	
	Activité 3.8.2. Appuyer les CRA dans l'élaboration de Plan Régionaux de Prévention et de Gestion des Catastrophes s'intégrant dans l'élaboration des plans régionaux de développement.	CRA MATUH SISAAP Autorités locales	UE, GIZ SNU ONG Autres acteurs		X	X	X	X	X	Formation et matériels (Budgets compris dans A3.51 & A3.5.2)	
	Activité 3.8.3. Doter les communes de Schémas Directeurs pour l'assainissement	MATUH Mairies	SNU AFD UE		X	X	X	X	X	Budget proposé par MATUH : 2.000.000.000 FCFA pour 32 communes. (4.000.000 \$US)	A préciser par MATUH
	Budget total pour la priorité 3.									6.102.740.000 FCFA 12.205.480 \$US	

Résultats attendus	Activités	Institution(s) Lead	Partenaires	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Ressources nécessaires	Ressources allouées
Priorité 4 du CAS : Renforcer la préparation aux catastrophes pour intervenir de manière efficace et pour « reconstruire en mieux » durant la phase de relèvement, de remise en état et de reconstruction											
4.1. Des cadres institutionnels et législatifs clairs et solides sont établis.	Activité 4.1.1. Organiser un atelier pour capitaliser les expériences de gestion des précédentes catastrophes (forces, faiblesses, coordination, structures impliquées, principaux partenaires...).	MAT (DPC) Mairie	OCHA PNUD CRT ONG Autres acteurs		X					Un atelier (1 à 2 jours) 7.500.000 FCFA (15 000 \$US)	
	Activité 4.1.2. A partir des résultats de l'atelier et des propositions issues du plan ORSEC : - Faire la revue des textes de lois et des politiques/stratégies de préparation et réponse aux urgences. - Refonder le tout dans une législation et une stratégie solides qui définissent les rôles et responsabilités, les cadres, les mécanismes de coordination et de gestion de l'information, les seuils d'intervention... - Faire voter les nouveaux textes de loi par l'Assemblée Nationale.	MAT (DPC)	OCHA PNUD UNICEF CRT ONG Autres acteurs		X	X				Consultance internationale et/ou nationale de 45 jours 25.000.000 FCFA (50 000 US\$)	
	Activité 4.1.3. Dans les nouveaux cadres : désigner une structure nationale unique en charge de la préparation et de la	MAT (DPC)	OCHA PNUD UNICEF Autres acteurs UN,		X	X	X	X	X	Recrutement, Formation, Matériels, Véhicules, etc.	

Résultats attendus	Activités	Institution(s) Lead	Partenaires	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Ressources nécessaires	Ressources allouées
	coordination des actions en situation d'urgence et la doter des ressources et pouvoirs nécessaires à sa fonction.		ONG, Coopération							545.000.000 FCFA (1 090 000 US\$)	
	<u>Activité 4.1.4.</u> Diffuser et sensibiliser à tous les niveaux sur les nouveaux cadres de PRU.	MAT (DPC) Mairie	SNU ONG Mvt C.Rouge				X	X	X	5 ateliers régionaux + sensibilisation. 100.000.000 FCFA (200 000 US\$)	
4.2. Un fonds d'urgence, avec des mécanismes simples de déblocage en cas de catastrophe, est créé et disponible.	<u>Activité 4.2.1.</u> Mettre en évidence le montant et les mécanismes de déblocage du fonds d'urgence disponible au sein du Ministère de la Solidarité	Ministère en charge de l'Action Sociale et de la Solidarité	SNU		X					Réunions de travail	
	<u>Activité 4.2.2.</u> A partir des résultats de l'atelier de retour d'expériences et de la revue du fonds d'urgence du Ministère de la Femme, de l'Action Sociale et de la Solidarité Nationale (MFASSN) : - Faire une estimation du coût des dernières catastrophes. - Elaborer une proposition de fonds d'urgence avec des responsabilités, des seuils et des mécanismes de mise à disposition en cas de catastrophe.	MAT (DPC) Ministère en charge de l'Action Sociale et de la Solidarité Mairie Ministère des Finances	SNU ONG Mvt C.Rouge		X	X				Consultance nationale de 45 jours. 5.500.000 FCFA (11 000 US\$)	

Résultats attendus	Activités	Institution(s) Lead	Partenaires	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Ressources nécessaires	Ressources allouées
	- Valider cette proposition par le Gouvernement - Confier la gestion du fonds à la structure adéquate.					X					
4.3. Le Tchad dispose d'outils de préparation (plan de contingence, SAP, ORSEC...) pour la PRU.	<u>Activité 4.3.1.</u> Poursuivre le travail entamé sur le plan ORSEC en octobre 2014 : - Renforcer et consolider le document national. - Former et accompagner les structures régionales (Comités Régionaux d'Action, CRA) pour l'élaboration de plans ORSEC régionaux. - Définir des calendriers et des mécanismes d'actualisation régulière du plan.	MAT (DPC) Mairies GTR/Plateforme RRC	PNUD OCHA Autres acteurs UN, ONG, Mvt C.Rouge		X		X			Plan régionaux et/ou locaux : activité complémentaire de l'activité 3.8.2 (Plan régionaux de prévention et de gestion des catastrophes)	
	<u>Activité 4.3.2.</u> Simuler le plan ORSEC et l'actualiser si nécessaire en fonction des résultats de la simulation.	MAT (DPC) Mairies GTR/Plateforme RRC	OCHA PNUD Autres acteurs UN, ONG, Mvt C.Rouge		X	X				Simulations En salle : 12.000.000 FCFA (20 000 US\$) Grandeur nature : 48.000.000 FCFA (80 000 US\$)	
	<u>Activité 4.3.3.</u> Elaborer le plan de contingence national multirisque et le simuler.	MAT (DPC)	UNICEF OCHA MPCI		X	X				Consultance nationale & Atelier 35.000.000 FCFA (70 000 US\$)	100.000 US\$ (UNICEF)
	<u>Activité 4.3.4.</u>	MAT (DPC) SISAAP	SNU							Identifier la structure en charge	Possibilité de mutualisation

Résultats attendus	Activités	Institution(s) Lead	Partenaires	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Ressources nécessaires	Ressources allouées
	En lien avec le SISAAP, mettre en place un système de centralisation, de traitement et de diffusion de l'information situé au sein de la structure en charge de la PRU (A. 4.1.3) pour l'alerte précoce ainsi que la coordination et le suivi des interventions d'urgence : - Renforcer les capacités des organismes chargés de l'alerte précoce et du relevé de données. - S'assurer que la structure en charge de ce Système d'Information ait les capacités pour centraliser et traiter les informations. - Connecter tous les SAP existants pour disposer d'un SAP multirisques central et favoriser l'échange et le partage d'information. - Former les structures et autorités clefs à la lecture des informations diffusées par le système d'alerte précoce (SAP).	Mairie GTR/Plateforme RRC	Autres acteurs UN, ONG, Mvt C.Rouge		X	X	X			et les structures clefs pour pouvoir budgétiser.	des efforts pour un meilleur appui des partenaires.

Résultats attendus	Activités	Institution(s) Lead	Partenaires	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Ressources nécessaires	Ressources allouées
4.4. Les structures clefs ont leurs capacités renforcées et des stocks sont pré-positionnés pour une réponse rapide et efficace pour les urgences.	<u>Activité 4.4.1.</u> Appuyer la DPC, les sapeurs-pompiers/Mairie et le Ministère de l'action sociale pour l'actualisation de leurs plans d'action et l'atteinte des objectifs fixés : - Renforcer ses capacités humaines et matérielles. Notamment en matière de matériels pour les interventions d'urgence pour la DPC et les sapeurs-pompiers (hydro cureuses, ambulances, pompes, véhicules 4x4...) - Former les personnels à la PRU et aux responsabilités qui incombent à la leur structure. - Former les personnels à l'utilisation des nouveaux matériels lorsque nécessaire.	MAT (DPC) SISAAP Mairies M. Action sociale	SNU ONGs Mvt C.Rouge		X	X	X	X	X	Matériels Véhicules Formations 2.500.000.000 FCFA. (5.000.000 \$US)	
	<u>Activité 4.4.2.</u> Au niveau régional : Renforcer les capacités des CRA et former les personnels pour la gestion des situations d'urgence.	MAT Autorités locales	SNU ONG CRT		X	X	X	X	X	5 ateliers régionaux de formation. Thématique à aborder lors des ateliers A. 4.1.4. (déjà budgétisé)	Certaines ONG (ACTED), la CRT et les sapeurs-pompiers organisent des formations en PRU aux CRA.

Résultats attendus	Activités	Institution(s) Lead	Partenaires	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Ressources nécessaires	Ressources allouées
	Activité 4.4.3. En fonction des zones prioritaires identifiées dans le plan ORSEC : - Pré-positionner des stocks de contingence près des zones les plus exposées. - Faire le suivi régulier de la situation des stocks pour le remplacement des items manquants.	MAT (DPC) SISAAP Mairies M. Action sociale	SNU OIM CRT OMG		X	X	X	X	X	Budget pour l'achat d'articles non alimentaire et leur transport dans les zones concernées 150.000.000 FCFA (300 000 US\$) Nourritures pour les animaux 100.000.000 FCFA (200 000 US\$)	CRT : Stocks e contingence dans 5 régions Waddai/Wadi Fira/Moyen Chari/Logone Occidental/Ma yo Kebi Est) et Ndjamena UNICEF stocks kits choléra/Wash (14 régions)
4.5. Les journalistes ont la capacité de traiter les informations en matière de catastrophe et d'informer la population.	Activité 4.5.1. Former les journalistes pour le traitement approprié de l'information concernant les catastrophes (avant, pendant et après). Cette activité doit se faire en complément de la formation des journalistes pour le traitement de l'information sur les risques (A. 1.8.3).	MAT Ministère de la Communication	Groupe COM du SNU Autres acteurs		X	X	X	X	X	Déjà budgétisé (A 1.8.3)	
	Activité 4.5.2. Etablir un partenariat public/privé avec les compagnies de télécommunication pour l'envoi de sms d'alerte 72, 48 et 24h avant une catastrophe.	MAT Ministère de la Communication	Groupe COM du SNU Autres acteurs		X	X	X			Réunions de Travail, cout lié à la structure de coordination à la DPC	

Résultats attendus	Activités	Institution(s) Lead	Partenaires	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Ressources nécessaires	Ressources allouées
	Activité 4.5.3. Elaborer du matériel de sensibilisation et des émissions dans les médias pour informer la population sur les comportements à adopter en cas de catastrophe, les numéros de secours...	MAT (DPC) SISAAP Mairie M. Action sociale	SNU ONG Mvt C.Rouge		X	X	X	X		Coûts d'édition et d'impression 100.000.000 FCFA pour les 4 ans (200 000 US\$)	
	Budget total pour la priorité 4.									3.628.000.000 FCFA	
	TOTAL Plan d'Action									7.256.000 \$US 12.345.285.100 FCFA 24 690 570 USD	